

# L'AUTHENTIQUE

N°133 du lundi 15 septembre 2003 Prix : 200 UM. 1 Euro. Décadaire d'informations - e-mail : [lauthentique2003@yahoo.fr](mailto:lauthentique2003@yahoo.fr)

# L'éternel écueil de la santé

*Si la Mauritanie a réalisé des progrès substantiels pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et que la moitié des cibles seront vraisemblablement atteints avant 2015, date buttoir, beaucoup d'efforts restent encore à faire pour les quatre cibles de la Santé, pour lesquels la Mauritanie affiche des retards sérieux... Telles sont les conclusions auxquelles le Rapport mondial sur le Développement Humain Durable 2003 est parvenu et que la Représentante résidente du Système des Nations Unies à Nouakchott, Mme Cécile Molinier a traduit dans un discours prononcé à l'occasion du lancement officiel de ce Rapport. C'était le lundi 8 septembre 2003 à l'Hôtel Mercure, en présence du ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallahi Ould Cheikh Sidya et des représentants des autres institutions des Nations Unies présentes à Nouakchott.*

Certes, des progrès considérables ont été réalisés en matière de santé, grâce notamment à une mobilisation plus accrue des investissements destinés au secteur et par un développement important des infrastructures socio-médicales ainsi que la décentralisation qui a augmenté sensiblement le taux de couverture sanitaire. Cela s'est traduit par une nette progression de l'espérance de vie en Mauritanie qui est passée de 47 ans en 1984 à 54,4 ans en 2000.

Le taux de couverture par un poste de santé dans un rayon de dix (10) kilomètres a été porté à plus de 75% en 2001. Cependant les femmes mauritanienne continuent de mourir en nombre important en donnant la vie, et la mortalité infanto-juvénile affiche toujours des taux alarmants. En effet, sur cent mille naissances vivantes enregistrées, 747 femmes perdent la vie. La mortalité infanto-juvénile est encore dramatique. La Mauritanie se classe ainsi 15<sup>e</sup> parmi les pays où ce taux est le plus élevé.

D'autre part, "les tendances en matière de VIH/Sida, de paludisme et de tuberculose demeurent préoccupantes malgré les efforts engagés", selon le mot de la représentante résidente. Dans ce cadre, des efforts substantiels ont été constatés ainsi que des engagements au niveau des plus hautes sphères de l'Etat. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/Sida, un comité interministériel présidé par le Premier Ministre a été mis en place ainsi qu'une cellule de coordination. Le tabou a été levé à ce niveau et plusieurs campagnes de sensibilisation ont ciblé les établissements scolaires et le monde rural.

Certes, cette contre-offensive reste limitée, les médias publics, radio et télévision notamment, étant toujours timides à ce sujet. Sur le plan de l'environnement durable, qui constitue la quatrième cible sur laquelle la Mauritanie accuse un retard, le rapport indique de nets progrès à propos de l'accessibilité à l'eau potable. Les différentes améliorations relevées par l'Enquête Démographique et de Santé réalisée en 2000-2001, font ressortir cependant des disparités quantitatives et qualitatives au niveau de l'approvisionnement. Selon le Rapport de UNICEF 2003 sur "La situation des enfants dans le Monde", 37% de la population mauritanienne continuent d'utiliser en 2000 des sources potables améliorées et 30% seulement ont accès à un assainissement adéquat.

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des habitants de taudis, d'ici 2015, la Mauritanie vient d'entamer une vaste opération de restructuration de ces bidonvilles, communément appelés "Kebbas". Cette mesure vise à réinstaller plusieurs milliers de famille dans des espaces viabilisés. L'Etat mauritanien ainsi que les partenaires au développement, pour qui ce Rapport servira de plaidoyer convainquant, devront conjuguer leurs efforts pour aider la Mauritanie à combler son retard sur les objectifs socio-sanitaires. Cela demandera, selon Mme la Résidente, des stratégies plus vigoureuses, des politiques rationnelles basées sur des approches sectorielles mais surtout, une gestion plus transparente des ressources publiques. Cela exigera aussi que l'Etat réduise son train de vie et engage au plus vite le plan de Bonne Gouvernance